



Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie – hiver 2023

Résumé

Préparé à l'intention de Finances Canada

Fournisseur : Environics Research

Numéro du contrat : 60074-221039/001/CY

Valeur du contrat : 279 189,10 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution du contrat : 6 septembre 2022

Date de livraison : 27 février 2023

Numéro d'enregistrement : POR 038-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec
Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

This summary is also available in English.

Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie – hiver 2023 – Résumé

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Février 2023

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Finances du Canada, 2023.

Numéro de catalogue : F2-289/2023F-PDF

ISBN 978-0-660-46404-6

This publication is also available in English under the title *Research on the state of the economy – Winter 2023 – Executive Summary*

Numéro de catalogue : F2-289/2023E-PDF

ISBN 978-0-660-46403-9

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'automne 2022 et à l'hiver 2023, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès de la population canadienne. La recherche visait à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens et des Canadiennes en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux émergents, ainsi que leurs attentes quant au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer leur qualité de vie. Plus précisément, le présent rapport analyse les résultats de la recherche de l'hiver 2023 afin de présenter les attitudes actuelles des Canadiens et des Canadiennes à l'égard de sujets tels que :

- l'état de l'économie;
- l'inflation et le coût de la vie;
- les facteurs de stress financier;
- les enjeux fiscaux tels que le déficit et le système d'imposition;
- l'offre de logements et l'accès à un logement abordable;
- les soins de santé;
- les priorités budgétaires.

Méthodologie

Collecte de données qualitatives

Environics Research a mené, en janvier et en février 2023, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe visant à évaluer les opinions des Canadiens et des Canadiennes quant à l'état actuel de l'économie. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom, et deux séances, l'une auprès de participants à revenu élevé et l'autre, de participants à revenu moyen ou faible, ont été organisées dans chacune des régions suivantes : en Ontario (le 30 janvier), dans les provinces de l'Atlantique (le 31 janvier), dans les provinces des Prairies (le 1^{er} février), au Québec (le 2 février) et en Colombie-Britannique (le 6 février). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Les 71 participants étaient tous âgés de 18 ans et plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Collecte de données quantitatives

Environics a mené, du 11 au 23 janvier 2023, un sondage en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 2 106 Canadiens et Canadiennes adultes. *Puisque les répondants et répondantes au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.* La répartition régionale des sondages est décrite ci-dessous.

Répartition régionale	Total	C.-B./Yn	Alb./ T.N.-O.	Sask.	Man./Nt	Ont.	Qc	Atl.
N ^{bre} de sondages terminés	2 106	333	286	112	129	624	419	203
% de sondages terminés	100 %	16 %	14 %	5 %	6 %	30 %	20 %	10 %

Le présent rapport comprend un résumé des principales constatations tirées de l'étude, suivi d'une analyse approfondie des données issues des séances de discussion et du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux croisés présentant les résultats obtenus à toutes les questions, en fonction de segments de la population définis par région et caractéristique démographique. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question du sondage.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 279 189,10 \$ (TVH incluse).

Utilisation des constatations de la recherche. En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens et des Canadiennes, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, l'élaboration de politiques et la planification de programmes et de services.

Constatations principales – phase qualitative

A. Perceptions de l'économie canadienne

En général, les participants aux séances de discussion perçoivent l'état actuel de l'économie canadienne de façon négative et pessimiste. Les mots les plus souvent utilisés pour décrire l'économie comprenaient des termes réprobateurs tels que « en difficulté », « inflation », « défi », « difficile », « effrayante », « plongeante » et « en chute ». Une minorité a utilisé des mots plus neutres, comme « moyenne », « passable » et « qui s'améliore ».

La plupart des gens ont reconnu que le Canada se porte relativement bien par rapport à d'autres pays et que l'inflation se fait ressentir partout, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'un problème typiquement canadien. On a

aussi souvent relevé que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme que l'inflation et que l'écart se creuse entre les riches, qui ont continué de s'enrichir au cours des dernières années, et le reste de la population.

La plupart étaient d'avis que l'économie se porte mal et se préoccupaient surtout des enjeux qui les touchent personnellement, comme le coût de la vie, l'inflation, la pénurie de logements abordables et la hausse des taux d'intérêt. Plusieurs personnes ont mentionné précisément le coût des produits d'épicerie, du logement et, dans une moindre mesure, de l'essence.

Les attitudes à l'égard de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre et dans les deux groupes de revenu, les participants et les participantes manifestant leur incertitude et leur pessimisme quant à l'état actuel de l'économie canadienne et craignant une nouvelle année difficile et imprévisible, en particulier en raison d'événements extérieurs comme la guerre en Ukraine et le prix des produits de base. Dans les Prairies, certains avaient une vision plus neutre de l'économie, tandis que d'autres étaient d'avis que le pire est derrière nous et que l'économie pourrait changer de cap dans l'année à venir.

B. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie

L'inflation et le coût de la vie étaient au cœur des préoccupations pour la plupart des gens; c'est aussi ce sur quoi ils se basaient principalement pour évaluer l'état de l'économie. En effet, l'inflation et la hausse des coûts semblaient toucher tout le monde d'une manière ou d'une autre, et ce dans toutes les régions. Lorsqu'on leur a demandé des exemples de choses qu'ils ne peuvent plus se permettre aussi facilement, les participants et les participantes ont indiqué principalement les produits d'épicerie et le logement.

Les gens ont décrit les mesures qu'ils ont prises pour s'adapter aux prix plus élevés, par exemple rechercher les aubaines et réduire leurs dépenses discrétionnaires. Dans les groupes au revenu plus élevé, on avait tendance à payer les coûts plus élevés, mais à contrecœur.

La plupart des gens étaient d'avis que plusieurs facteurs se trouvent à la source de l'inflation actuelle et qu'il s'agit d'un problème mondial. Ils en attribuaient le plus souvent la cause à la hausse abusive des prix et à la cupidité des entreprises, à l'augmentation du prix de l'essence, aux problèmes de chaîne d'approvisionnement découlant de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

La plupart savaient que la Banque du Canada est responsable de fixer les taux d'intérêt et qu'elle augmentait ceux-ci dans le but de réduire l'inflation. Mais plusieurs ont remis en question la logique d'une telle approche, se demandant de quelle façon des taux d'intérêt plus élevés étaient censés réduire les prix, compte tenu des causes mondiales perçues de l'inflation. Bon nombre de participants et de participantes, en particulier ceux détenant un prêt hypothécaire, commençaient à s'inquiéter des répercussions des taux d'intérêt plus élevés.

C. Mesures pour rendre la vie plus abordable

La plupart des gens ont reconnu que le gouvernement fédéral ne pouvait pas faire grand-chose pour réduire le taux d'inflation, bien que certains fussent d'avis qu'une réduction de l'impôt et des taxes, en particulier la taxe sur le carbone, pourrait contribuer à en atténuer les conséquences.

Certaines personnes ont aussi mentionné d'autres façons dont un contrôle accru de la part du gouvernement pourrait aider à rendre la vie plus abordable, particulièrement la mise en place de mesures de contrôle des loyers et la réalisation d'enquêtes sur les pratiques de prix abusifs de la part de grandes sociétés.

D. Préoccupations relatives au logement

La pénurie de logements abordables représentait une préoccupation majeure parmi les participants et les participantes de toutes les régions, particulièrement en Colombie-Britannique, où les prix du logement constituent un problème depuis de nombreuses années. Cet enjeu n'était pas aussi inquiétant dans les Prairies.

Les préoccupations précises en matière de logement variaient entre les propriétaires et les locataires, et la présence ou non d'un prêt hypothécaire à rembourser. Les locataires s'inquiétaient de la hausse des loyers, des rénos-évictions et de l'impossibilité apparente de pouvoir un jour acheter une propriété. Les propriétaires, quant à eux, se préoccupaient davantage de leurs enfants et des futures générations, tandis que ceux qui tentaient d'accéder à la propriété pour la première fois étaient stressés et avaient l'impression qu'ils ne pourraient jamais aller de l'avant en raison de la hausse des coûts et des taux d'intérêt. Les personnes détenant un prêt hypothécaire s'inquiétaient de la hausse des taux d'intérêt et de l'incidence que cela aurait au moment du renouvellement.

Peu de gens étaient au courant de mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour s'attaquer au problème de logements abordables. Quelques personnes avaient entendu parler des restrictions en matière de propriété étrangère et de spéculation immobilière, mais ignoraient s'il s'agissait de mesures fédérales ou provinciales.

E. Soins de santé

Les soins de santé étaient manifestement une préoccupation majeure pour la plupart des participants et des participantes, et ce, dans toutes les régions et tous les groupes de revenu. Les inquiétudes précises qui sont revenues le plus souvent étaient la difficulté d'accéder à un médecin, la pénurie de professionnels de la santé en général et les délais d'attente pour les opérations chirurgicales et autres interventions. Certaines personnes ont relevé précisément que le problème provenait du sous-financement, et avaient l'impression que le système de santé ne s'était pas encore remis des conséquences de la pandémie.

La plupart des gens ont convenu que les provinces sont les mieux placées pour s'attaquer aux problèmes dans leur propre système de santé, compte tenu de leurs secteurs de compétence. Ils étaient toutefois aussi d'avis que le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que les provinces fassent preuve de transparence et qu'elles rendent compte de leurs dépenses. Tous et toutes s'entendaient pour dire que si le gouvernement fédéral devait accroître le financement destiné aux soins de santé qu'il verse aux provinces, il devrait alors avoir son mot à dire sur l'utilisation des fonds et pouvoir imposer certaines conditions et demander des comptes.

Dans la mesure où les gens se tournaient vers le gouvernement fédéral pour trouver des solutions à la crise actuelle dans le secteur de la santé, ils voulaient voir des mesures visant à faciliter l'immigration de professionnels de la santé et l'augmentation du financement affecté aux soins de santé.

Très peu avaient entendu parler des récentes annonces de gouvernements provinciaux, comme celui de l'Ontario, concernant la privatisation de certaines interventions médicales. Pour la majorité, la notion de privatisation signifiait la nécessité de payer soi-même les soins de santé, et l'idée d'un recours accru au secteur privé était mal comprise.

Les personnes à revenu plus élevé étaient un peu plus ouvertes à ce concept, tandis que celles à revenu plus faible, de même que les résidents de la Colombie-Britannique, s'inquiétaient davantage des conséquences d'une

participation accrue du secteur privé dans les soins de santé. On était d'avis qu'il fallait agir pour s'attaquer à la crise perçue dans le secteur de la santé et que la privatisation valait peut-être la peine d'être explorée, tant que les normes de soins demeurent les mêmes pour les fournisseurs publics et privés et que tous les services demeurent gratuits pour les patients.

Certaines personnes avaient espoir que la privatisation de certaines interventions médicales pourrait alléger le fardeau exercé sur le système public. D'autres ont dit craindre que cela éloigne le personnel de la santé du secteur public, et donc que cela ne règle en rien le problème sous-jacent de manque d'effectif. Aucun consensus ne s'est dégagé quant à savoir comment le gouvernement fédéral devrait réagir à ces projets de privatisation.

F. Les priorités budgétaires

Lorsqu'on leur a demandé quelles devraient être les priorités du budget fédéral à venir, la plupart des participants et des participantes ont mentionné les soins de santé. Il est évident que ce secteur est devenu un enjeu de première importance, et la population souhaite que le prochain budget s'y attarde. Toutes les mesures perçues comme visant à remédier à la pénurie de personnel infirmier et de médecins seraient bien reçues. La santé mentale a été soulignée à quelques reprises, en particulier en Colombie-Britannique. Certaines personnes ont mentionné expressément les mesures visant à élargir la portée de la couverture des soins de santé, notamment pour inclure les soins dentaires et les médicaments.

Une minorité a relevé d'autres priorités budgétaires souhaitées. Plusieurs personnes ont mentionné des mesures pour s'attaquer au problème de logements abordables. Parmi les autres priorités mentionnées moins souvent, notons la baisse du prix de l'essence et la réduction de la taxe sur le carbone ainsi qu'un plus grand soutien aux familles à faible revenu et à l'éducation postsecondaire.

Il convient de souligner que les changements climatiques et les enjeux environnementaux ainsi que la réduction du déficit n'ont presque jamais été mentionnés spontanément comme priorités pour le prochain budget.

Principales constatations – phase quantitative

A. Évaluation de l'économie

Deux Canadiens et Canadiennes sur dix (21 %) estiment que l'économie canadienne se porte actuellement bien (note de 7 à 10), un résultat identique à celui de l'automne 2022. Le tiers (33 %) de la population se dit neutre (note de 5 ou 6), tandis que plus de quatre personnes sur dix (44 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (note de 1 à 4).

Seule une minorité dans toutes les régions accorde une note favorable à l'économie provinciale (soit de 7 à 10 sur une échelle de 10 points). Une majorité relative dans la plupart des régions fournit une évaluation négative et, dans tous les cas sauf en Colombie-Britannique, le pourcentage d'opinions négatives a augmenté depuis l'automne 2022. Les personnes résidant dans les provinces de l'Atlantique sont les plus négatives (58 %), tandis que les Québécois et les Québécoises demeurent les plus partagés entre les opinions neutres (33 %) et négatives (37 %) quant à l'état de l'économie de leur province.

La population continue également de présenter une opinion négative quant au prix de divers biens essentiels. En effet, un peu plus de huit personnes sur dix (83 %, en hausse par rapport aux 79 % de l'automne 2022) perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie, sept personnes sur dix (71 %, en légère baisse

par rapport aux 77 % de l'automne) perçoivent négativement le prix actuel de l'essence, et six personnes sur dix (62 %) attribuent une note négative au coût des services publics. Un thème évalué pour la première fois dans cette vague, le coût de l'assurance automobile est perçu négativement par plus de la moitié (54 %) des gens.

Plus de quatre personnes sur dix (44 %, un résultat pratiquement inchangé par rapport aux 43 % de l'automne 2022) estiment que l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie constituent l'enjeu économique le plus préoccupant. Le logement abordable demeure en deuxième place, mais loin derrière (13 %, inchangé depuis la dernière vague), tandis que la hausse des taux d'intérêt est mentionnée par une personne sur dix (9 %).

B. Mesures gouvernementales

Comme à l'automne, plus du tiers (36 %) de la population croit qu'il faudra un ou deux ans pour que la période actuelle de forte inflation soit maîtrisée. Un peu moins de deux personnes sur dix (17 %) sont d'avis qu'il faudra un an ou moins, le quart (23 %) des répondants et répondantes estiment qu'il faudra plus de deux ans et 7 % des gens sont d'avis que la forte inflation constitue la nouvelle normalité.

Une majorité relative (38 %) comprend dans une certaine mesure que le taux d'inflation est attribuable à des facteurs mondiaux, tandis qu'un peu plus de deux personnes sur dix (22 %) pensent qu'il est plutôt causé par les politiques du gouvernement fédéral. Le quart (25 %) de la population est d'avis que les facteurs mondiaux et les politiques du gouvernement fédéral y contribuent.

À une nouvelle question pour l'hiver 2023, la moitié des Canadiens et des Canadiennes (50 %) disent croire, dans une certaine mesure, que la Banque du Canada contrôle le taux d'intérêt préférentiel, tandis qu'une personne sur dix (11 %) pense à tort que celui-ci relève du gouvernement fédéral élu. Une personne sur six (17 %) estime que ces deux instances sont responsables de fixer le taux.

Invités à évaluer l'importance que devraient revêtir 14 enjeux dans les décisions budgétaires du gouvernement fédéral, les répondants et répondantes trouvent qu'il faut avant tout améliorer le système de santé (87 %), s'attaquer au coût de la vie (87 %) et maîtriser l'inflation (83 %). Ces mêmes enjeux revêtaient tous une importance considérable à l'automne 2022.

C. Bien-être financier

À l'hiver 2023, plus de quatre Canadiens et Canadiennes sur dix (44 %, soit une baisse de 6 points de pourcentage) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10). Trois personnes sur dix (31 %) se disent neutres à cet égard, tandis que le quart des personnes (24 %) jugent leur situation mauvaise dans une certaine mesure.

Les sources *majeures* de stress les plus souvent mentionnées sont la qualité du système de santé (34 %), la capacité d'économiser suffisamment pour prendre sa retraite (26 %) et la hausse des taux d'intérêt (23 %). Environ deux personnes sur dix considèrent également comme d'importants facteurs de stress le recul de la classe moyenne par rapport au 1 % le plus riche (19 %) et les changements climatiques (18 %). Les pourcentages de répondants considérant chaque facteur comme une source de stress majeure sont semblables à ceux de l'automne 2022.

Chez les parents, trois personnes sur dix s'inquiètent beaucoup de savoir si leurs enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'ils seront plus âgés (30 %) et quelle sera la qualité de l'environnement (30 %). Au plus deux parents sur dix se disent très stressés par l'incidence d'autres facteurs sur leurs enfants.

Un peu plus d'une personne sur dix (12 %) est maintenant au moins un peu plus convaincue qu'elle ne l'était l'année dernière de pouvoir payer ses factures et se procurer les choses dont elle a besoin, tandis que la moitié des gens (49 %) en sont tout aussi convaincus. Un peu plus du tiers (37 %) des répondants en sont quant à eux un peu (26 %) ou beaucoup moins (11 %) convaincus. Ces résultats sont pratiquement inchangés par rapport à ceux de l'automne 2022.

Dans cette vague, trois personnes sur dix estiment que les produits d'épicerie constituent la dépense la plus difficile à couvrir (31 %, en hausse par rapport aux 24 % de l'automne 2022), tandis que le quart (24 %) des répondants en disent de même au sujet des coûts de logement (un pourcentage inchangé). Un peu moins de trois personnes sur dix (28 %, un pourcentage comparable aux 29 % de la vague précédente) affirment n'avoir aucune difficulté à joindre les deux bouts.

Les Canadiens et Canadiennes s'inquiètent un peu plus qu'à l'automne de la possibilité qu'eux-mêmes ou qu'un membre de leur ménage perdent leur emploi. En effet, le tiers (34 %) des gens s'inquiètent beaucoup ou un peu de cette éventualité, alors que c'était le cas de trois personnes sur dix lors de la dernière vague. Six personnes sur dix (61 %) ne s'inquiètent pas vraiment ou pas du tout à l'idée d'une perte d'emploi, dont le tiers des gens qui ne s'en inquiètent pas du tout, un résultat en baisse de neuf points.

D. Impôt et politique fiscale

Près des deux tiers (64 %) des gens conviennent que le financement permanent accordé aux provinces pour les soins de santé devrait être plus important, tandis que six personnes sur dix (60 %) craignent qu'un rétablissement trop rapide de l'équilibre budgétaire par le gouvernement fédéral se fasse au détriment des services essentiels ou qu'il soit financé par une augmentation des taxes et des impôts. Un peu moins de six personnes sur dix (58 %) indiquent qu'elles ne s'attendent pas à ce que le gouvernement fédéral équilibre son budget tant que l'économie ne se sera pas entièrement remise de la pandémie, tandis qu'un peu moins de la moitié (48 %) des gens estiment que l'équilibre budgétaire devrait être rétabli dès que possible.

Le tiers des gens conviennent que le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens et les Canadiennes en période de difficultés économiques (34 %, en baisse par rapport aux 43 % de l'automne 2022) ou qu'il devrait accroître le soutien financier offert à l'Ukraine (32 %), tandis que trois personnes sur dix estiment que le gouvernement comprend les enjeux économiques auxquels est confrontée la population (31 %).

Huit personnes sur dix sont d'avis que les grandes sociétés devraient payer plus de taxes et d'impôts, dont la moitié (49 %) qui estime qu'elles devraient en payer beaucoup plus. Les trois quarts (76 %) des répondants et répondantes pensent que les membres du 1 % le plus riche devraient en payer plus, dont plus de la moitié (54 %) qui pensent qu'ils devraient en payer beaucoup plus. Près des trois quarts (73 %) des gens estiment que les institutions financières devraient payer plus de taxes et d'impôts (dont 40 % qui jugent qu'elles devraient en payer beaucoup plus). En revanche, quatre personnes sur dix pensent que les petites entreprises (41 %) et les membres de la classe moyenne (39 %) paient actuellement un montant approprié de taxes et d'impôts; quatre personnes sur dix estiment que les petites entreprises devraient en payer moins, et la moitié des gens en disent de même au sujet des membres de la classe moyenne. Un peu plus de six personnes sur dix (62 %) estiment que les gens à faible revenu devraient payer moins de taxes et d'impôts.

E. Logement

Dans une nouvelle question posée à l'hiver 2023, on a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes ce qu'ils pensent des taux d'intérêt en vigueur sur les prêts et prêts hypothécaires, ainsi que du coût actuel du logement. Une majorité présente une opinion négative du coût actuel du logement (76 %) et des taux d'intérêt en vigueur sur les prêts et prêts hypothécaires.

Huit personnes sur dix (81 %) sont toujours d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile d'acheter une propriété dans le climat économique actuel, tandis que les deux tiers (65 %, en baisse par rapport aux 71 % de l'automne 2022) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de remédier à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Dans cette vague, les propriétaires sont moins nombreux à juger que les coûts associés à leur propriété sont abordables (47 %, en baisse par rapport aux 53 % de la vague précédente), tandis que moins de quatre locataires sur dix (38 %) trouvent leur loyer abordable, un résultat comparable à celui de l'automne. Seulement le quart (23 %) des répondants et répondantes sont d'avis qu'il serait facile pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire. Les trois quarts (75 %) des propriétaires affirment qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires plutôt que locataires et un peu plus de la moitié (53 %) des locataires estiment qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'être propriétaires d'une maison dans le futur.

Des 12 politiques présentées en matière de logement, celle considérée comme la priorité absolue est celle qui consiste à accroître l'accessibilité à un logement abordable (72 %). Environ les deux tiers des gens cibleraient davantage la prise de mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (68 %), l'augmentation de la transparence dans les opérations immobilières (67 %), le soutien aux acheteurs d'une première propriété (66 %) et le fait de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les personnes à revenu moyen ou faible (64 %). Les niveaux d'accord avec toutes ces politiques sont légèrement plus faibles qu'à l'automne.

Dans une nouvelle question posée à l'hiver 2023, on a demandé aux Canadiens et aux Canadiennes quelle influence les politiques du gouvernement fédéral pourraient avoir sur le prix des maisons au Canada. Les trois quarts (73 %) des gens estiment que ces politiques pourraient avoir au moins une certaine influence à cet égard, dont trois personnes sur dix (30 %) pour qui elles pourraient avoir une incidence majeure. Une personne sur six (16 %) estime que ces politiques n'auraient que peu d'influence, voire pas du tout, et une personne sur dix (11 %) est incertaine à ce sujet.

Dans une autre question posée pour la première fois lors de cette vague, environ le tiers des répondants sont d'avis que la responsabilité de remédier à la pénurie de logements abordables au pays revient aux gouvernements provinciaux (36 %) ou au gouvernement fédéral (32 %), tandis qu'un peu plus d'une personne sur dix (13 %) est d'avis que cette responsabilité revient aux administrations municipales.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique sur les communications et l'image de marque et la Directive sur la gestion des communications. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416-820-1963

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-221039/001/CY
Date du contrat initial : 6 septembre 2022
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca